

Désarmons la police municipale

La question du désarmement des polices municipales est une question de fond que les propos racistes de policiers municipaux carcassonnais posent à nouveau. Tout d'abord, il y a un postulat : la Police municipale ne saurait être un supplétif de la Police nationale.

En revanche, l'on ne peut que déplorer le caractère parfois indécent de certains arguments développés par des syndicats professionnels, souvent extrême-droitières qui parlent d'autant plus fort que leurs adhérents ne sont guère nombreux.

Qu'on cesse en particulier d'instrumentaliser la mort tragique d'**Aurélie** à Villiers-sur-Marne en 2010 pour justifier la généralisation de l'armement. Cette jeune femme était justement armée, ce qui n'a hélas pas suffi à la sauver !

Dans l'esprit des lois de la République, ce sont les missions qui doivent déterminer l'armement et non l'inverse. Or depuis plus de quinze ans les compétences des polices municipales se sont accrues pour les transformer en outil toujours plus répressif mais parallèlement, il n'a été conduit aucune réflexion globale sur le rôle qu'elles doivent jouer.

Vouloir en faire une force supplétive de la Police nationale, dont elles viendraient pallier le désengagement est une grave erreur.

Elles doivent, au contraire, cultiver leur singularité, qui est leur connaissance du terrain et leur sens du contact avec la population. Et pour avoir cet échange et ce contact l'armement crée un fossé. Si les policiers municipaux occupent une place importante dans la chaîne de la sécurité, cette place est celle de l'apaisement et de la tranquillité publique.

Et l'on ne discute pas, l'on ne fait pas de la pédagogie et de la médiation avec une tenue de *robocop* et une arme à la ceinture. La Police municipale doit être peut-être même être renommée pour être ce qu'elle était antan, des gardes communaux constituant un rouage entre l'autorité communale municipale et les citoyens. Un outil de désescalade et de coordination avec si nécessaire appel ensuite à la police nationale ou la gendarmerie.

Notre société à besoin d'apaisement pas de provocation.

Alain Mila, Libre Penseur des Hautes-Pyrénées

